



SUD éducation Alsace
c/o Solidaires - Maison des Syndicats
1 rue Sédillot - 67000 Strasbourg
sudeducalsace@gmail.com - <http://www.sudeducalsace.info/>

Strasbourg le 8 février 2021,

Madame la Rectrice de l'Académie de Strasbourg
Rectorat de l'académie de Strasbourg
6, rue de la Toussaint
67084 STRASBOURG Cedex

Copie : IA/DASEN 67 et 68

Objet : droit de grève dans l'éducation nationale et pressions sur les contractuels

Madame la Rectrice de l'Académie de Strasbourg,

Depuis le mardi 1^{er} décembre 2020 les vies scolaires des établissements du second degré se sont lancées dans un mouvement de grève. Ce jour-là, notre syndicat a compté près de 280 AED grévistes uniquement dans le Bas-Rhin. Cela montre l'ampleur inédite de la mobilisation des AED et des AESH contre la précarité liée à leur statut. Depuis le mouvement se poursuit.

A l'occasion de ces journées de grève, plusieurs de nos collègues ont subi des pressions de la part de leur hiérarchie. Celles-ci ont pris la forme de propos infantilisants, déplacés et dégradants, sur le statut de ces personnels et parfois de convocations individuelles ou collectives visant à justifier la participation aux grèves. Ces pratiques sont inadmissibles car le droit de grève est un droit constitutionnel et encadré par le dépôt de préavis de grève réalisé, entre autres, par la fédération Sud éducation pour la période du 16 janvier au 5 mars 2021. Nous craignons également que nos collègues subissent des pressions supplémentaires lors de la période des renouvellements au mois de juin 2021. Certains chefs d'établissements pourraient être en effet tentés de ne pas renouveler le contrat de certains collègues en raison de leur participation à des grèves.

En outre, plusieurs de nos collègues AED nous ont également contactés après s'être vu opposer un refus suite à leur demande d'ASA au mois de juin 2020. Dans le contexte sanitaire que nous connaissions, leur situation ne permettait pas le maintien au travail. Ils se sont vu refuser cette demande par leur hiérarchie avec l'obligation de se porter en congé maladie ordinaire, occasionnant un jour de carence et pour certains le passage aux IJSS malgré leur ancienneté dans la fonction. A l'issue de cette année scolaire, certains d'entre eux n'ont pas vu leur contrat renouvelé, en dehors de tout respect de leurs droits et des procédures définies notamment à l'article 45 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986.

**Sud éducation Alsace - c/o Solidaires - Maison des Syndicats - 1 rue Sédillot - 67000
STRASBOURG**

Sud éducation Alsace sera particulièrement vigilant durant la période des renouvellements et accompagnera les personnels afin de faire respecter leurs droits. Nous vous rappelons en l'occurrence, la décision du Tribunal administratif de Marseille du 6 janvier 2020 condamnant le collège Jacques Prévert de Marseille à verser 7000€ de dommages et intérêts à une ancienne AED au titre du préjudice moral pour non-renouvellement abusif.

Nous vous prions de croire, Madame la Rectrice de l'Académie de Strasbourg, à notre attachement au service public de l'éducation.

Pour le syndicat,
Simon HECTOR,
co-secrétaire